

# L' Abeille.

2me. Année.

“ Je suis chose légère et vais de fleur en fleur. ”

2me. Année.

VOL. II.

PETIT SÉMINAIRE DE QUÉBEC, 10 JANVIER 1850.

No. 8

## LORD JOHN RUSSELL.

CHE SARA SARA.

Devise des Russell.

C'était en 1814; la lutte entre les tories et les whigs, long-temps interrompue par la guerre, allait s'engager de nouveau, lorsque ce dernier parti reçut un auxiliaire dans un jeune homme de vingt et un ans. Ce jeune homme c'était le futur rival de Sir Robert Peel, le chef actuel du parti whig, en un mot, Lord John Russell.

Lord John Russell est né à Londres, le 19 Avril 1792. Sa famille ne le cède en illustration à aucun des beaux noms de l'Angleterre. Dès le commencement du XVI siècle, l'on rencontre dans l'histoire un Lord Russell, nommé baron et comblé d'honneurs par Henri VII, puis pourvu par Henri VIII du fief de Bedford avec le titre de comte. Placée par cette faveur au sein de l'aristocratie anglaise, la famille des Russell y grandit de jour en jour, jusqu'à ce qu'enfin en 1683, sous Charles II, le grand William Russell, en mourant martyr de la liberté politique et religieuse de son pays, attacha à son nom un éclat ineffaçable. La noble race des Russell ne s'éteignit pas en entier sur l'échafaud, William laissa un fils, qui hérita des biens de son père et du titre de duc de Bedford, que Guillaume de Nassau, monté sur le trône, avait conféré à sa famille pour honorer la noble fermeté du martyr. Cet héritage arriva d'ainé en aîné à Francis Russell, qui, mourant sans enfants, passa ses biens, son titre, sa pairie à son frère cadet. A sa mort ce dernier laissa trois enfants dont le dernier est l'homme d'état qui fait le sujet de cette notice.

Cadet de famille, le jeune Russell se pénétra bien vite de l'idée qu'il devait se créer lui-même une existence digne de son nom. Aussi sa jeunesse fut-elle toute studieuse. Après de fortes études à l'université de Cambridge, il fut envoyé à la chambre des communes par les électeurs de Tavistock. Fidèle aux traditions de sa famille, il se rangea du côté des Grey, des Burdett, des Brougham. A peine enroulé sous la bannière whig, il basa son opposition aux tories sur deux chefs principaux : 1°. L'admission de l'Irlande

catholique et des sectes dissidentes aux droits politiques et municipaux, par l'abandon du serment d'allégeance à la suprématie de l'Église anglicane ; 2°. La réforme du vieux système électoral. Quinze années de la vie parlementaire de Lord John Russell ont été consacrées à ces deux conquêtes.

Dès la session de 1819, il proposa la réforme générale du parlement ; repoussé, il revint successivement à la charge dans toutes les sessions pendant dix ans, en présentant chaque fois son projet sous une forme nouvelle. Son zèle constant à demander la réforme électoral, ne lui fit point oublier les intérêts de l'Irlande ; et sa sollicitude pour la liberté des cultes, fut cause, qu'aux élections de 1826, les électeurs de Huntingdon, dont il était le député, le privèrent de son siège à la chambre des communes. Un bourg Irlandais lui remit son mandat. Poursuivant sa tâche avec cette dignité et cette fermeté auxquelles les Anglais donnent le nom de *consistency*, Lord John Russell fit passer, dans la session suivante, un bill, tendant à relever de toute incapacité politique les protestants dissidents. Ce succès n'était qu'un acheminement à la solution de la grande question catholique ; en effet, quelques mois après effrayé de l'attitude menaçante de l'Irlande, le ministère proposait lui-même, par l'organe de Sir Robert Peel, l'émancipation de cette malheureuse contrée. Ainsi le premier des grands principes, auxquels Lord Russell avait voué son existence politique, venait d'être reconnu ; l'autre ne devait pas tarder à l'être.

En effet, peu de temps après, éclate en France la révolution de Juillet ; son contre-coup ébranle l'Angleterre, précipite les tories du pouvoir et porte un ministère whig au timon des affaires. Aussitôt Lord J. Russell, au milieu des murmures des tories, vint le 1er. Mars 1831 présenter de nouveau le fameux bill de la réforme électoral, tant de fois rejeté ; après de violents débats, il fut reçu à la chambre des communes, à une majorité de 345 contre 233. Adopté à la chambre basse, le bill rencontra une opposition acharnée à la chambre des Lords. Lassé de cette résistance, le ministère

demande au roi une nouvelle création de pairs ; elle est refusée ; il offre sa démission qui est acceptée.

Alors l'Angleterre est en feu : l'on demande à grands cris le rappel des ministres ; les pétitions se succèdent, les associations se multiplient, les tories appelés à former un ministère, s'épuisent en vains efforts, les whigs sont rappelés sept jours après. Alors cent tories désertent leurs bancs et le bill passe, le 4 Juin 1832, à une majorité de 106 contre 22.

Il fut sanctionné le sept du même mois. Ce bill quelque injuste qu'il fut, puis qu'il accordait à l'Angleterre un représentant pour 28,000 âmes, à l'Ecosse un pour 38,000, à l'Irlande un pour 76,000, détruisait néanmoins les *bourgs pourris* et frappait le torisme au cœur.

Lancé par cette réforme dans la voie des innovations, le ministère marcha pendant dix ans de réformes en réformes

Dix évêchés et une foule de sinécures ecclésiastiques furent enlevés à l'Église protestante d'Irlande, et affectés aux besoins de l'instruction publique dans ce pays ; la réforme des corporations municipales fut accomplie ; de grandes innovations furent faites dans l'état civil et l'instruction publique ; les lois criminelles furent adoucies ; les biens ecclésiastiques furent repartis dans une égale proportion ; l'affranchissement des esclaves fut proclamé. A lord J. Russell surtout revient l'honneur de ces importants changements ; car c'est lui qui pendant ces dix années guida l'armée réformatrice. C'est lui encore qui, dans le ministère Melbourne, soutint presque seul le fardeau de l'administration, au milieu des attaques des tories qui finirent par le renverser. En effet Sir Robert Peel profitant de quelque mécontentement, excité contre le ministère au sujet du commerce libre, fit décider, le 27 Mai 1841, que les ministres ne possédaient pas la confiance de la chambre ; après des débats qui durèrent plusieurs jours, la motion fut emportée à une majorité de 312 contre 311. A la suite de ce vote, les ministres résignèrent, le parlement fut dissous, de nouvelles élections eurent lieu, et Lord J. Russell invité à se mettre sur les rangs pour cité de Londres y fut élu.